Année XXII. N° 602 — 18 Novembre 1922

LE RÉVEIL
COMMUNISTE - ANARCHISTE.

SUISSE ET ITALIE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Adresser lettres et mandats :
LE RÉVEIL, *rue des Savoises, 6*, GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

LA RETRAITE DU SOCIALISME

Prélèvement, disent les uns; confiscation, répondent les autres. Passons, la question est loin d'avoir la grande importance qui lui est attribuée.

Tout d'abord, nous savons que les socialistes représentent un peu plus que le cinquième du corps électoral; admettons que l'appât des retraites ouvrières augmente considérablement leurs adhérents. L'initiative sera toujours rejetée par les deux tiers du corps électoral contre un tiers. Le lendemain, les feuilles bourgeoises prétendront que le socialisme est vaincu; en réalité, ce ne sera que l'équivoque du socialisme.

Le socialisme n'est pas une simple question d'impôt; c'est un changement des bases économiques de la société entière. En Angleterre, nous avons vu les conservateurs eux-mêmes accepter un formidable impôt sur le revenu. Les capitalistes anglais s'en sont trouvés fort bien, puisque la livre est aujourd'hui presque au pair, tandis que le franc français vaut un peu plus que le tiers et la lire un peu moins que le quart de leur valeur nominale. L'impôt profite toujours avant tout directement et indirectement aux classes nanties.

Le problème de l'assurance vieillesse a déjà eu sa solution en plusieurs autres Etats, sans que les travailleurs y soient beaucoup plus heureux qu'en Suisse. D'ailleurs, nous comprenons difficilement que *le travail assurant, lui, toute la vie, ait à mendier une quelconque assurance*. Il vaut infiniment mieux ne pas se laisser voler qu'avoir ensuite à réclamer des restitutions, qui — comble d'ironie! — paraîtront des confiscations!

Nos bourgeois qui avaient voté eux-mêmes l'impôt de guerre ont tous, d'un commun accord tacite, volé ensuite le fisc dans les grandes largeurs. Leur rage de ne pouvoir garder entièrement les fabuleux profits de la bonne époque de guerre, de famine et de grippe était incroyable! Ah! si les ouvriers ressentaient une même colère contre l'impôt sur leurs salaires, personne ne voudrait plus être percepteur! D'ailleurs, tous délais ont été accordés à nos gens de négoce et de finance pour verser l'impôt sur la partie des bénéfices qu'ils n'avaient pu masquer et ils en ont profité pour faire faillite et ne plus rien donner. Mais tous ces voleurs de millions crient actuellement à la spoliation. Allons, bande de filous sans vergogne, taisez-vous, d'autant plus que vous pouvez vous réjouir de la façon mesquine et maladroite dont la question est posée par le socialisme électoral.

Une feuille des social-démocrates de Zurich pour les dernières élections au Conseil national reproduisait l'affiche illustrée du Parti libéral pour les mêmes élections de 1919. Elle représente la mère Helvétie assise offrant aux travailleurs deux papiers. Sur l'un on lit: Assurance contre la maladie et les accidents; sur l'autre: Assurance contre l'invalidité et la vieillesse. A son côté, un page figurant le Parti libéral offre aussi des papiers — toujours des papiers! — promettant la revision de la Constitution fédérale et autres cadeaux encore. Electeurs, voyez donc la duperie électorale bourgeoise, dit la légende. Oui, mais celle socialiste souvent n'est pas moins flagrante là où le parti socialiste détient le pouvoir communal, que de promesses faites et non réalisées. Celles qui le sont finissent par se traduire en une lourde augmentation d'impôts, et alors?

Le socialisme par l'impôt est bien la chose la plus dangereuse qui puisse s'imaginer, parce que les maîtres de la vie économique ont mille moyens pour en rejeter le poids sur le travail. Ainsi, nous avons bien un peu partout l'impôt progressif, mais cela n'empêche pas les salaires d'être toujours plus frappés.

Toutes les propositions socialistes n'ont fait jusqu'à présent que maintenir et augmenter la confusion dans les esprits en matière économique. Il faut en finir. Comme il était impossible de greffer le système de grande exploitation industrielle, commerciale et financière sur le féodalisme, à plus forte raison nulle réforme économique socialiste n'est possible tant que le capitalisme, avec ses privilèges à l'infini, dure.

Nous n'avons pas à chercher la solution de la crise capitaliste; nous ne devons viser qu'à revendiquer la gestion de la production et de la richesse pour le profit de tous et non plus pour la spéculation de quelques-uns. Il ne s'agit d'ailleurs pas de rogner quelque peu les ongles aux voleurs, mais d'empêcher le vol. Et en somme, c'est désespérer de l'avenir du socialisme que de livrer bataille pour une retraite vieillesse. C'est s'avouer que nous nous trouverons vieux à notre tour sans qu'il y ait grand'chose de changé!

En fait de retraite, nous en voyons surtout une: celle du socialisme.

L. B.

Contre la dictature bolcheviste

Notre meeting de protestation a fait salle pleine, malgré la fâcheuse coïncidence, que nous avons cherché en vain à éviter, d'un autre meeting contre le fascisme à la même maison communale, le même soir.

Notre camarade Bertoni, après avoir démontré par les textes les plus précis que les bolchévistes sont des politiciens sans vergogne qui ont trahi le programme au nom duquel ils ont conquis le pouvoir, a souligné le fait que la dictature russe n'a jamais songé à réaliser le communisme, mais uniquement le capitalisme d'Etat. Celui-ci s'étant toujours montré inférieur au capitalisme privé, nous voyons les dictateurs faire appel aux exploiteurs du monde entier pour leur permettre de refaire et de développer le régime industriel d'avant-guerre.

La fameuse politique marxiste et prolétarienne ne s'est révélée dans la pratique que comme une nouvelle application du vieux machiavélisme, tel que Proudhon l'avait fort bien résumé et défini.

Bertoni rappelle ensuite quelques faits du martyrologe subi en Russie par tous les éléments sincèrement révolutionnaires que le nouveau régime n'a pu corrompre. Il souligne comment les bolchévistes ont surtout demandé aux ouvriers occidentaux de réclamer la reconnaissance *de jure* (de droit) de leur gouvernement, laquelle ne pouvant qu'être réciproque nous obligeait à proclamer en même temps comme légitimes les gouvernements bourgeois de guerre, de famine et de spoliation. Lénine et consorts veulent être considérés comme chefs d'Etat à l'égal de tous les autres Mussolini et en sont évidemment plus que dignes, mais de là aussi notre protestation.

Notre camarade rappelle encore certaines dispositions légales concernant le travail et ses conditions dans les entreprises russes avec la réintroduction du capitalisme privé, dispositions que tous nos syndicats se refuseraient même à discuter. Il montre aussi comment la spéculation la plus hideuse renaît en Russie, tolérée par le pouvoir qui se montre par contre impitoyable envers toute propagande syndicaliste ou anarchiste. En terminant, il résume ses idées dans cet ordre du jour:

Les travailleurs réunis à la Salle communale de Plainpalais le vendredi 10 novembre :

Considérant que la dictature bolcheviste a, de son propre aveu, supprimé toute liberté de presse, d'association, de propagande et de réunion pour tous les ouvriers et paysans non inféodés au parti du gouvernement ;

Considérant que ce parti a entièrement renié le programme de transformation politique, économique et sociale au nom duquel il a conquis le pouvoir ;

Considérant que la masse révolutionnaire a déjà été victime de toute une série de persécutions, d'emprisonnements, de déportations, de bannissements et d'exécutions capitales ;

Considérant qu'à l'égal de tout régime ploutocratique, la dictature bolcheviste a massacré les foules manifestant pour leur droit au bien-être et à la liberté et a soumis militairement des peuples attachés à leur autonomie ;

Considérant que Lénine, Trotzky et consorts, aneiens réfugiés politiques, n'ont pas hésité à demander à la Russie et à la Pologne la violation du droit d'asile et l'extradition de Makhno, héroïque insurgé ayant rendu à la Révolution russe d'inoubliables services ;

Considérant qu'une nouvelle révolution ne peut renier aucun des grands droits proclamés par les révolutions du passé, et que notamment « le droit de manifester sa pensée et ses opinions, soit par la voie de la presse, soit de toute autre manière, le droit de s'assembler paisiblement, ne peuvent être interdits », ainsi que l'énonçait la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793 ;

Considérant que si la démocratie bourgeoise a pu renier ces principes, c'est une raison de plus pour le monde ouvrier de les réclamer et de justifier sa révolution par la nécessité de les réaliser pleinement et définitivement ;

Protestent hautement contre toute l'œuvre réactionnaire et sanglante des dirigeants bolchevistes ;

Réclament la libération immédiate de tous les embastillés pour délit d'opinion, la fin de toutes les persécutions et le rétablissement des droits individuels les plus sacrés ;

Envoient leur salut fraternel, l'expression de leur entière solidarité à toutes les victimes et les associent dans le vœu ardent que la Révolution russe retrouve enfin sa voie et qu'au lieu de chercher à pactiser avec tous les oppresseurs du monde, redevienne l'avant-garde de la libération de tous les peuples du régime de misère et de mort qui s'est condamné lui-même en déchaînant la guerre mondiale.

Personne ne demandant plus la parole, cet ordre du jour a été considéré comme adopté.

Début d'insurrection

Nous lisons dans *Germinal* que la Fédération libertaire de la Somme et de l'Oise dans sa réunion du 1er novembre, ne s'est pas prononcée sur la question de l'attitude des anarchistes pendant la révolution, « estimant que c'est là une question qui dépendra beaucoup des événements et de l'état d'esprit que nous aurons su créer parmi la masse ». En outre, « la question a tellement de faces qu'il faut l'examiner dans tous ses détails et qu'elle dépasse le cadre d'une résolution de congrès ».

La question telle que nous l'avions posée à Bienne était beaucoup plus modeste et ne concernait que « notre action au début d'une insurrection ».

Voici notre point de vue. Le régime d'après guerre est un régime qui paraît fort instable; les gouvernements vivent au jour le jour et la situation au lieu de s'améliorer s'aggrave. Il en résulte que d'un moment à l'autre un mouvement de protestation de la masse peut se déclencher. En présence d'une foule de protestataires, quels conseils allons-nous donner et quels actes accomplir?

Pour tous les partis électoraux, il ne s'agit, alors comme toujours, que de conquérir les pouvoirs publics pour leurs chefs, qui sauront bien, eux, pourvoir à tout. Pour nous, il en

va tout autrement. Nous devons avoir la conception d'une action immédiate, directe et suivie à faire nous-mêmes et à conseiller aux autres sans perdre un instant. Avouons-le: jusqu'à présent, nous avons agi comme tout le monde: crié beaucoup, brisé quelques carreaux, attaqué la police, écouté des discours. L'*ordre bourgeois* rétabli, nous avons amèrement reproché aux autres de n'être pas aussi décidés que nous. Décidés, très bien, mais à faire quoi? Ferrer disait avec beaucoup de raison:

Avant tout, chaque travailleur doit éviter la honte de ne savoir que répondre au bourgeois qui lui demanderait : « Que feriez-vous au lendemain du triomphe de la grève générale ? » Et puis il faut que les ouvriers aient une ligne de conduite permettant d'opposer une action commune à la réaction que tenteront les privilégiés. Ceux-ci seront servis par leur prestige qui ne s'éteindra pas subitement, par ce qui subsistera du servilisme prolétaire, par l'incertitude des hésitants, l'entêtement des routiniers et la force de l'habitude, sans compter, du côté des révolutionnaires, les fautes initiales, les divisions sectaires, les intentions des ambitieux, l'apathie et l'inintelligence des neutres.

Nous ne demandons pas un programme entier, détaillé et inchangeable. Mais laisser tout au hasard, croire qu'il n'y a rien à prévoir, se contenter de dire: « Nous verrons bien! » — ce serait avouer non seulement une pauvreté d'idées, mais aussi de volonté, car on ne peut vouloir fortement que ce qu'on conçoit clairement. L'occupation des fabriques en Italie a été le fait de beaucoup le plus important que nous ayons eu dans le mouvement ouvrier depuis longtemps. Nous avons souvent répété que la grève des bras croisés ne pouvait aboutir à rien. Très bien; aujourd'hui, nous pouvons ajouter d'une façon précise: Emparez-vous des usines, des chantiers et poursuivez le travail au profit de la collectivité, et nous aurons déjà bon nombre d'ouvriers ayant une direction précise qu'ils soient syndiqués ou non.

Dans tous les domaines de la vie nous devons avoir une solution immédiate et pratique à conseiller. Nous avons en tout cas à la chercher dès à présent, si nous voulons rendre notre propagande suggestive et efficace. Bien entendu, ce ne sera presque jamais la solution définitive, mais seulement la plus propre à acheminer vers les buts que nous nous proposons. Répéter aux esclaves: Révoltez-vous! sans leur indiquer *la possibilité de poursuivre leur révolte* jusqu'à leur émancipation réelle ne suffit pas.

D'aucuns nous ont objecté qu'il fallait avant tout exposer comment nous pensions arriver à la révolution et donner des détails sur sa préparation. Mais tout cela évidemment ne peut faire l'objet d'un débat public, puisqu'une insurrection ne réussira qu'en se produisant sous des formes imprévues par nos ennemis. Non, les masses soulevées se sont déjà trouvées être la force pendant de courts instants et nous n'avons su en profiter. Que faut-il pour qu'il n'en soit pas ainsi?

Dire que la question dépendra de beaucoup des événements et de l'état d'esprit, c'est vouloir esquiver la réponse. Les événements seront à peu près les mêmes que ceux auxquels sont dues les insurrections du passé, sauf leur corrélation avec les nouvelles conditions de vie; l'état d'esprit sera toujours.. changeant si nous ne savons le gagner en faisant preuve d'emblée de décision et de capacité de réalisation.

Quant à refuser d'étudier une question à cause de son ampleur même, c'est illogique. Elle doit être posée à tous, précisément pour que chacun donne son avis sur le détail qu'il connaît le mieux et que d'un ensemble de contributions nous puissions tirer le plus de données possibles pour rendre une révolution viable.

Nous n'attendons la révolution ni d'une évolution fatale des formes économiques, ni d'une longue, très longue œuvre d'éducation, ni d'un simple coup d'Etat. Ce sont là des éléments qui pourront aussi entrer en jeu; mais nous l'attendons surtout de l'un de ces grands mouvements de masses dont les exemples ne nous ont pas manqué et qu'il faut savoir mettre à profit au lieu de les laisser s'épuiser en vains soubresauts.

Donc, nous voudrions voir les camarades préciser d'une façon positive leurs aspirations et rechercher les moyens propres à les réaliser dans les faits. La première condition, soit une insurrection de masses étant réalisée, que reste-t-il à faire sans tarder? Pour être des entraîneurs de masses, il importe de savoir où et comment on veut les entraîner.

A moins de se borner à une perpétuelle agitation, sinon entièrement vaine, du moins sans grands résultats, nous devons avoir une idée aussi précise que possible d'un *premier temps insurrectionnel*. Fixer à l'avance toute la marche d'une révolution serait chose absurde. Chaque temps suivant dépendra essentiellement de ce qui aura été fait dans le précédent, mais en somme nous avons vu trop souvent des foules considérables se promener plusieurs jours dans les rues et se livrer à une défense ou même à une attaque, mais sans but aucun de réalisation nouvelle.

Nous chantons très souvent que « le monde va changer de base ». Très bien; quel sera donc le premier grand changement?

Camarades, posez-vous tous la question: Voici le monde tel qu'il est; une masse de mécontents se lève pour protester. Comment la rendre agissante et réalisatrice? Etudiez cela d'abord au point de vue de votre métier, de votre localité, de votre région. De l'ensemble des solutions et expériences particulières découlera le mouvement général et l'œuvre d'un monde nouveau.

Le cubisme mondial

Pulcinella Mussolini a envoyé ses plus cordiales salutations à tous les gouvernements et les gouvernements lui ont répondu non moins cordialement. Voilà pour la galerie. Mais... mais la Suisse a envoyé des colonels au Tessin, la Yougo-Slavie a concentré des troupes autour de Zara, la France a donné l'ordre à M. Saint, gouverneur de la Tunisie, de surveiller tout particulièrement la presse italienne, etc.

Ah! l'amusante comédie.

Mussolini s'est écrié, en arrivant au pouvoir: « Dans deux mois, la lire sera à cinquante! » Et la lire dégringole, se rapproche de vingt.

Et le porteur de lyre, d'Annunzio, donnant son opinion sur le chef fasciste, a dit à un littérateur français, sur un ton de profond mépris: « Politicante! Politicante! » Et comediante! ajouterons-nous, et odieux tragediante!

*

Les valets de presse romands de la Légion d'honneur sont singulièrement embarrassés depuis que s'opère le rapprochement franco-bolchéviste. L'Homme au couteau entre les dents est invité à venir voir à Lyon l'exposition de la soie. Mais vous pensez bien que Tchitchérine ne fera pas ce long voyage pour admirer des échantillons de l'industrie des canuts.

En réalité, la Foire n'est qu'un prétexte. C'est presque un secret de polichinelle qu'un délégué non officiel du gouvernement de Moscou séjourne depuis longtemps à Paris et y fait des visites fréquentes à M. Poincaré. Les négociations menées dans la coulisse sont déjà assez avancées pour qu'au cours de l'an qui vient, on puisse jouer cartes sur table.

*

A la troisième session annuelle du B. I. T., Jouhaux a dû constater que, sur l'essentielle question des huit heures, patrons et gouvernants de tous pays étaient coalisés pour couler la réforme. Il a avoué que, dans ces conditions, il n'y aurait plus à envisager que le recours à la force, c'est-à-dire la rupture de l'union sacrée du Capital et du Travail — c'est-à-dire encore la disparition du Bureau International lui-même.

Le délégué des patrons français, M. Robert Pinot, a souligné l'état d'impuissance du B. I. T., en proposant de ne convoquer désormais les assemblées du Bureau que tous les cinq ans.

Le réformisme est une belle ceinture.

*

Vaincus, les Turcs avaient été traités par M. Clemenceau, à Sèvres, comme du poisson pourri.

Victorieux, ils traitent les grandes puissances avec un mépris sans bornes.

L'Assemblée d'Angora a fait savoir à M. Poincaré que, conformément à la loi du 12 juin 1920, elle considère comme nuls et non avenus tous les traités, conventions et contrats conclus par l'administration de Constantinople, ainsi que tous actes de la dite administration, tels que les négociations avec des établissements financiers, en vue d'obtenir des avances pour lesquelles le gouvernement d'Angora ne se considère engagé en aucune façon.

En répudiant le passif diplomatique et financier accumulé par la Sublime-Porte, les nationalistes d'Angora usent du même procédé sommaire que les Soviets adoptèrent, un temps, à l'égard du passif tsariste. Alors, toute notre presse hurlait : « Au voleur ! » Elle se tait aujourd'hui. On cède sur tous les points aux kémalistes et rien n'est plus comique que de voir la France, qui s'est jetée dans les bras de l'ennemi d'hier, entendre sans broncher que l'enseignement de la langue française sera supprimé dans les écoles chrétiennes et israélites, que les actionnaires français ne seront jamais remboursés, etc., etc.

Les Turcs sont forts et prêts à cogner. Tout est là. Quand le prolétariat, lui aussi sera prêt... Mais quand sera-t-il prêt, châtré qu'il est par les réformistes?

*

A la Chambre des représentants américains, M. Marc Gregore, député de New-York, a émis l'idée que la Grande-Bretagne, afin de liquider sa dette de guerre, pourrait céder aux Etats-Unis la région canadienne des Grands-Lacs.

Voyons, n'avez-vous pas entendu dire que les Alliés, et les Etats-Unis avec eux, avaient fait la guerre — la dernière des guerres — pour la défense du droit des peuples? Et tout naturellement aujourd'hui, voici qu'on peut sans soulever nulle part la moindre protestation proposer qu'un pays cède à un autre pays un territoire et des populations, en paiement de ses dettes.

La grande guerre, avec ses millions de morts, ses millions de mutilés et de victimes de toutes sortes, ses ruines, ses hontes, ses sauvageries, apparaîtra dans l'histoire comme le plus colossal mensonge, la plus abominable duperie qui ait jamais été.

*

Lors de la discussion du budget à la Chambre française, le rapporteur général, M. Bokanowski, a déclaré: « Personne ne peut prévoir si, dans dix ans, la France ne sera pas contrainte de faire face à une nouvelle guerre.»

Les dieux ont soif.

*

La chute du mark continue. On assiste au spectacle qui s'est déjà manifeté en Russie, en Pologne, en Autriche: la monnaie cesse d'être une valeur et un moyen d'échange.

*

Un délicieux mot de la fin.

Célébrant à Rome, officiellement, l'anniversaire de la victoire, le gouvernement italien s'est rendu à l'église Sainte-Marie-des-Anges, où sur la tombe du soldat inconnu, tandis que les troupes présentaient des armes et que la foule se découvrait, Mussolini s'agenouilla.

Cette cérémonie a fait une impression profondément religieuse, dit le *Journal de Genève.*

Mussolini donnant aux foules de profondes impressions religieuses, il y a de quoi rire à faire sauter tous les boutons.

Décidément, la vie est belle.

*

Le Dr Fraunce président de l'Université Brown, à Providence (Etats-Unis), vient d'adresser, le cœur serré, dit-il, une lettre au président Harding. Pendant le voyage qu'il vient d'accomplir en Europe, il n'a vu que chaos. Un des plus grands financiers d'Amérique écrivait, il y a deux ans: « L'Europe est sur la lame d'un rasoir. » A entendre le Dr Fraunce, le rasoir aurait profondément pénétré.

Mais, d'après le *Journal de Genève,* M. Albert Thomas, directeur du B I. T., a trouvé le remède à la situation. Au banquet du quatrième anniversaire de l'armistice, M. Thomas a dit que « tout notre effort doit tendre à créer la paix internationale qui seule évitera une nouvelle catastrophe ». La Palisse n'est pas mort. Il est immortel.

*

La Commission des réparations vient de publier une brochure: « Etat des Obligations de l'Allemagne au titre des réparations, à la date du 30 avril 1922. »

En feuilletant ces pages, on tombe sur quelques jolis chiffres.

Par exemple, les dépenses des armées d'occupation, jusqu'au 30 avril 1921, se sont élevées à 2 milliards 132 millions de marks or pour

les Alliés et 1 milliard 10 millions pour les Etats-Unis, soit pour une occupation militaire de 30 mois, environ 130 millions de francs or par mois et, par jour, presque 4 millions 400 mille francs or.

Ajoutez en pensée à ces chiffres fantastiques les budgets militaires de tous les pays, et vous avouerez qu'après la dernière des guerres le militarisme a encore un formidable appétit. Il se goinfre.

Et la misère s'étend, et les ruines financières s'aggravent. Mais messieurs les traîneurs de sabre s'emplissent les poches. Que crève le monde!

L'OEIL DES PAQUIS.

ANARCHISTES ET BOLCHEVISTES

Tandis que les autres partis socialistes russes étaient divisés quant au rôle qu'ils devaient jouer dans l'insurrection bolchéviste, les anarchistes l'ont unanimement soutenue et pendant toute la révolution ont participé à la défense du pays contre les attaques des généraux contre-révolutionnaires.

Il y avait des régiments entiers, tel le régiment Dvinsk, qui étaient constitués d'éléments anarchistes. Les matelots qui ont dissous la Constituante, étaient pour la plupart des anarchistes. Il n'est donc pas possible de prétendre que les anarchistes aient été des adversaires de la deuxième révolution.

Les bolchéviks ont bien accepté leurs services, mais se sont tournés contre eux dès qu'ils se sont sentis assez forts au pouvoir, craignant, non sans raison, les anarchistes adversaires de tout gouvernement organisé. Et dans la nuit du 11 au 12 avril 1918, les quartiers anarchistes ont été attaqués par surprise, les sentinelles assassinées et tout a été saccagé. Dès lors commence la répression contre les anarchistes par le gouvernement bolchéviste. Le capitaine Jacques Sadoul nous dit dans ses « Notes sur la Révolution bolchévique » que « la bourgeoisie avait été joyeusement surprise » par la vigoureuse opération de police menée contre les anarchistes et que « Trotzky était rayonnant ».

En pratiquant la vieille maxime « divide et impera » (divise et règne), ils ont bien toléré certains groupements qui leur semblaient anodins, mais nos camarades russes réfugiés à Berlin sont d'avis que pas moins de 90 % des anarchistes ont été assassinés, emprisonnés, déportés ou bannis. Cet état de choses n'a pas changé, mais s'est encore aggravé depuis que les bolchéviks ont introduit ce qu'ils appellent la « nouvelle économie politique », la Nep, car en effet, les anarchistes sont les seuls qui s'opposent et qui s'opposeront au rétablissement du capitalisme et de la propriété privée.

Rappelons quelques faits de la cruauté bolchéviste.

Un groupe d'anarchistes qui demeuraient en Argentine, se décident après que la révolution russe eut triomphé, à retourner au pays révolutionnaire. Ils liquident tous leurs biens et se rendent en Russie. A Berlin, le visa de leurs passeports fut refusé par le gouvernement russe, déclarant que la Russie n'a pas besoin d'anarchistes.

Six anarchistes déportés des Etats-Unis se rendent en Russie, mais arrivés à Riga le représentant bolchéviste refuse de viser leur passeport, déclarant également que l'on n'a pas besoin d'anarchistes.

Ces camarades ont protesté dans plusieurs de nos journaux: « Arbeiter Freund », « Arbeiter Stimme » et « Der Syndikalist ».

En novembre 1920, un congrès anarchiste qui avait été autorisé par le gouvernement bolchéviste, devait avoir lieu à Kharkoff, mais lorsque les délégués arrivèrent ils furent arrêtés à la gare et plusieurs d'entre eux n'ont jamais revu le jour.

Les bolchéviks se servent des mêmes moyens dont se servait Okhrana, de tsariste mémoire, en envoyant des agents provocateurs dans les groupements anarchistes, pour avoir ensuite l'occasion, sous prétexte de préparation d'actes criminels, d'opérer des arrestations en masse d'innocents.

Le traitement des prisonniers politiques est le pire que l'on puisse imaginer. Conditions hygiéniques déplorables, nourriture insuffisante et immangeable, brutalité des gardiens.

Plusieurs prisonniers sont morts sans qu'on sache comment. Entre autres la camarade Fanny Baron a disparu, mais les prisonniers des cellules voisines perçurent des cris le jour où elle disparut et déclarent avoir entendu qu'on emmenait quelqu'un par force.

Beaucoup de camarades qui ont réussi à se réfugier en Allemagne affirment avoir été déportés contre leur volonté.

Nos camarades russes de Berlin ont publié une brochure dans laquelle ils ont donné une liste de quelques centaines d'anarchistes fusillés dans les prisons bolchévistes. Impossible d'en faire l'énumération complète, qui prendrait tout notre temps, mais nous allons donner quelques cas typiques.

Kartenowia Lydia, appelée « la grand'mère », condamnée à la déportation perpétuelle en Sibérie du temps du tzar, est retournée en Russie au début de la révolution et a travaillé dans la Fédération anarchiste de Krasnoïarsk. Ele a été arrêtée vers le milieu de 1919 par l'ordre de Moscou et mourut dans la prison de Kasan dans des condiitons inconnues.

Kachirin Tichan, ouvrier, a été socialiste-révolutionnaire de gauche jusqu'en 1920; il a été arrêté le 8 mars 1921 lorsqu'eut lieu la grande attaque contre les anarchistes. Dans la prison de la Tchéka, à Moscou, il a été battu jusqu'à en perdre connaissance, puis a été mis dans une cave glacée pour n'avoir pas obéi à un garde de la prison. Il a été fusillé en septembre 1921 avec Leo Tchorni.

Sidelnik Chaïa, métallurgiste, anarchiste depuis 1905, a émigré en 1906 en Amérique, est revenu en 1908 en Russie où il a continué à faire de la propagande anarchiste. Dans la même année, il fut arrêté et condamné à huit ans de travaux forcés. Au commencement de 1919, où les bolchéviks ont commencé à purger le pays de tous les anarchistes, il a été arrêté et fusillé.

Tchorni, Leo, un prolétaire intellectuel, a collaboré pendant vingt ans au mouvement anarchiste en Russie. Condamné aux travaux forcés et à la déportation, il a écrit au cours de sa détention un gros livre sur l'anarchisme, publié en 1917. Après la révolution de 1917, revenu de Sibérie à Moscou, il s'est placé aux premiers rangs de ceux qui luttaient pour la révolution sociale. Il a été fondateur de la Fédération des ouvriers des travaux intellectuels. Son but était d'unir les prolétaires intellectuels avec les ouvriers manuels et de les préparer pour la lutte des classes. Secrétaire de la Fédération anarchiste moscovite, sa principale activité a été de donner des conférences et d'écrire dans les journaux, ce qui le fit connaître un peu partout. Le gouvernement de Moscou, connaissant sa bonté, sa naïveté et sa noblesse de caractère, lui dépêcha deux agents de la Tchéka, Steiner et Schiffer, à l'aide desquels Tchorni a été mêlé dans une affaire de fausse monnaie en novembre 1921 et fusillé sans jugement.

Nous n'avons cité que quatre cas parmi des centaines.. Ajoutons celui de la célèbre Marie Spiridonowa, universellement connue. Poursuivie par les bolchéviks depuis qu'elle s'est prononcée contre la signature du Traité de Brest-Litovsk, elle a été traînée de prison en prison et maintenant est enfermée dans un sanatorium sous prétexte qu'elle a perdu la raison, ce qui est absolument faux. Notre camarade Emma Goldmann, qui l'a vue, déclare que la seule folie de Spiridonowa est de ne pas être d'accord avec les dictateurs bolchévistes.

Que dire de l'insurrection de Cronstadt? Les documents relatifs à ce mouvement ont été publiés, les bolchévistes eux-mêmes n'ont pu les démentir et justice a été faite de toutes leurs calomnies.

La Révolution russe venait d'arriver à un dangereux tournant: il s'agissait de savoir si l'on oserait faire un nouveau bond en avant ou si, toute velléité de grande transformation sacrifiée, de gouvernement adopterait (pour tout programme la reconstruction capitaliste. Ce n'était évidemment que de la masse elle-même que pouvaient venir au pouvoir la force et la profonde confiance pour aller de l'avant. Le fait de la Commune de Paris intervenant aux grands jours de la Révolution française pour pousser le gouvernement et la Convention elle-même aux mesures et aux réalisations nécessaires, nous dit ce qu'a été en vérité l'insurrection de Cronstadt. Hélas! la dictature était déjà trop forte et la masse trop affaiblie et partant aveulie pour que le mouvement pût aboutir. L'ordre étatiste triompha une fois de plus dans le sang des travailleurs et Lénine, dit-on, se vantait peu après d'avoir fait lui-même son Thermidor et de garder ainsi le pouvoir.

Nicolas II aussi prétendait avoir bien étudié la Révolution française et ne pas vouloir faire la fin de Louis XVI. Lénine, certes, se croit plus malin que Robespierre, mais il est fort douteux que n'étant plus l'homme de la révolution, il puisse devenir celui de la réaction. Celle-ci ne peut que le tolérer, en attendant de grandir. Ceux qu'il a baptisés lui-même les « requins de la Révolution » voudront le remplacer une fois que la Révolution même aura perdu ses meilleures forces, la masse étant tombée dans un sombre désespoir et une triste méfiance. La dictature russe n'a pas de base plus stable que les autres pouvoirs européens; une même catastrophe les menace tous.

Morale et Violence

« Il n'existe pas un droit absolu, il n'existe pas une morale supérieure aux intérêts particuliers des classes antagonistes ni des Etats adversaires. » Ainsi s'exprime Henri Meledandri dans un article publié par le *Prolétaire* de New-York et reproduit par un rédacteur du *Libertaire* de Paris en réponse à notre Louis Fabbri qui, dans un article nécrologique, n'avait pas montré assez de respect pour le théoricien de la violence, Georges Sorel. Et comme conséquence de sa conviction, Meledandri se refuse à « considérer la violence avec un sentiment d'étonnement et une mentalité démocratique et pacifiste », et il affirme que « les syndicalistes révolutionnaires dédaignent de considérer comme un suprême attentat aux droits fameux de la civilisation, du progrès et de l'égalité, la lutte à fond que mène la bourgeoisie pour anéantir dans tous les pays le prolétariat ». Et il continue sur ce ton, manifestant le plus parfait mépris pour « les principes nouveaux », et soutenant que ce qui compte en réalité, ce qui est seul appréciable, c'est « la force et la violence, termes qui souvent se confondent et se complètent ».

Malgré les prétentions révolutionnaires et à l'encontre des intentions de Meledandri et peut-être même de son maître Sorel, il me semble, à moi, que ce soit là mettre la philosophie de l'histoire au service des classes dominantes qui possédant la force et pouvant le plus efficacement exercer la violence, sont seules avantagées par la suppression de toute condamnation morale.

Mais, par bonheur, la vérité n'est pas telle que la dépeignent les « syndicalistes révolutionnaires » à la Meledandri et la violence n'est pas le seul, ni même le principal facteur de l'évolution humaine. Certes l'histoire est toute pleine de luttes et de massacres entre peuples, entre classes, entre familles, entre individus. Et, autour de nous, où que nous portions nos regards, nous voyons luttes et massacres. Mais il est pourtant vrai que s'il n'y avait jamais eu que luttes et massacres, si la haine, la concurrence, la guerre avaient été les caractères exclusifs, ou seulement dominants, des rapports entre les hommes, l'humanité n'aurait pu se développer et progresser, il n'y aurait même pas à proprement parler d'humanité quand encore il existerait des animaux à l'apparence d'hommes de peu supérieurs ou de peu inférieurs aux mammifères sauvages. Malgré les fleuves de sang répandu, malgré les innombrables souffrances et les humiliations infligées, malgré l'exploitation et la tyrannie aux dépens des plus faibles par infériorité personnelle ou sociale, malgré, en un mot, la lutte et toutes ses conséquences, ce qui prédomine réellement dans la société humaine, ce qui tout au moins en forme l'élément vital et progressif, c'est le sentiment de sympathie, le sens de commune humanité qui dans les conditions normales met à la lutte une limite que l'on ne peut outrepasser sans exciter une profonde répugnance et une générale réprobation. C'est la morale qui se constitue.

L'historien professionnel de la vieille école peut préférer comme thème de ses recherches et de ses récits les faits retentissants, les grands conflits entre peuples et entre classes, les guerres, les révolutions, les trames des diplomates et des conspirateurs, mais ce qui réellement importe le plus, ce sont les innombrables rapports quotidiens entre individus et entre groupes qui constituent la substance véritable de la vie sociale. Et à bien examiner

ce qui se passe dans la vie profonde, intime, constante des masses humaines, l'on trouve bien la lutte pour l'accaparement des meilleures conditions d'existence, la soif de domination, la rivalité, l'envie et toutes les mauvaises passions qui dressent l'homme contre l'homme, mais on trouve aussi le travail fécond, l'appui mutuel, l'échange continu de services gratuits, l'affection, l'amitié, d'amour et tout ce qui rapproche et rend frères. Et les collectivités humaines progressent ou rétrogradent, vivent ou meurent selon que les actes de solidarité et d'amour prédominent plus ou moins sur ceux de haine et de lutte. Quant à l'existence même d'une collectivité quelconque, elle serait impossible si les instincts sociaux, que j'appellerai les bonnes passions, ne prédominaient pas sur les passions mauvaises, sur les instincts bassement égoïstes.

L'existence des sentiments d'affection et de sympathie entre les hommes et l'expérience et la conscience des avantages individuels et sociaux qui dérivent de la satisfaction de ces sentiments ont produit et produisent encore des idées de « justice », de « droit », de « morale » qui, parmi mille contradictions, hypocrisies et mensonges intéressés, constituent un but, un idéal vers lequel l'humanité chemine.

Cette « morale » est variable et relative. Elle change d'une époque à l'autre, de peuple à peuple, de classe à classe, d'individu à individu. Chacun l'adopte pour ses propres intérêts et ceux de sa famille, de sa classe, de son pays. Mais tout ce qui dans la « morale » officielle sert à défendre les privilèges et la violence des dominateurs mis à part, il reste toujours un résidu qui répond aux intérêts généraux et qui est conquête commune de toute l'humanité sans distinction de races ou de classes. Le fait seul que les privilégiés sentent le besoin de justifier leur position, résultat de la force brutale, par une espèce quelconque de force morale, est déjà un grand pas vers une morale supérieure; c'est une preuve que le privilège ne se sent pas sûr de soi et qu'il est destiné à disparaître.

Et si la partie la meilleure du prolétariat combat contre les institutions bourgeoises, se sacrifie pour la cause et s'expose à toutes sortes de dangers, c'est précisément parce qu'elle est animée d'un idéal supérieur de justice humaine. Otez de l'âme des prolétaires le sentiment de la justice et incitez-les à user sans frein et sans scrupules de la violence parce que « ainsi font les bourgeois et les gouvernants » et vous pourrez bien faire des brigands, mais vous ne ferez pas des révolutionnaires; vous pourrez, si des circonstances extraordinaires vous favorisent, substituer une classe à une autre, une nouvelle tyrannie et de nouveaux privilèges à ceux qui existent aujourd'hui, mais nous n'irons pas vers l'émancipation intégrale de l'humanité, vers la société d'êtres libres et fraternels pour laquelle nous combattons.

La violence n'est que trop nécessaire pour résister à la violence adverse et nous devons la prêcher et la préparer si nous ne voulons pas que les conditions actuelles d'esclavage déguisé où se trouve la grande majorité de l'humanité persistent et empirent. Mais elle contient en elle-même le péril de transformer la révolution en une mêlée brutale, sans lumière d'idéal et sans possibilité de résultats bienfaisants. C'est pourquoi il faut insister sur les buts moraux du mouvement et sur la nécessité, sur le devoir de contenir la violence dans les limites de la stricte nécessité.

Nous ne disons pas que la violence est bonne quand c'est nous qui l'employons et mauvaise quand les autres l'emploient contre nous. Nous disons que la violence est justifiable, est bonne, est morale, est un devoir quand elle est employée pour la défense de soi-même et des autres contre les prétentions des violents et qu'elle est mauvaise, qu'elle est « immorale » si elle sert à violer la liberté d'autrui. Dans l'ardeur de la lutte et irrités par les infamies sanguinaires des gouvernants, beaucoup de révolutionnaires, dans l'usage des moyens nécessaires à l'action ou dans les instructions sur cet usage, ont malheureusement perdu la vision nette du but pour lequel nous combattons et au lieu de faire des révolutionnaires conscients, ils ont fait des hommes de violence.

Et ceci n'est pas la moindre des causes qui ont rendu possible le fascisme. Les fascistes ont commis des violences et des infamies sans nom. Ils ont montré une férocité, une absence de sens moral telles qu'en temps normal elles les auraient fait mettre au ban de la société civilisée. Tout honnête homme, indépendamment de ses opinions et de sa position sociale, sent de la répugnance pour certains délits et certains délinquants. Il fuira par exemple tout contact avec l'homme qui aura violé des enfants, tiré par pure brutalité, frappé des femmes ou des invalides; avec le mouchard qui pour de l'argent trahit ses propres camarades... à moins qu'il ne les aborde en médecin, qu'il ne les considère comme de pauvres fous, comme des malades méritant les soins dus aux grands disgrâciés.

Les fascistes ont, à cent contre un, tué, frappé, tourmenté, insulté des femmes, des enfants, des hommes invalides et désarmés; ils ont incendié, détruit des richesses qui étaient le fruit de lourds sacrifices de travailleurs; ils ont réduit à un véritable esclavage des populations entières; beaucoup d'entre eux ont trahi les partis auxquels ils appartenaient et se déchaînent contre leurs anciens compagnons — et malgré tout ceci et pis encore, ils sont considérés comme des hommes politiques, comme les combattants d'une cause avouable et beaucoup de gens honorés, qui certainement ne commettraient aucun de leurs délits, ne répugnent pas à leur serrer la main et à entretenir avec eux des rapports de bon voisinage.

On a beaucoup prêché la violence et peu la morale et le résultat naturel a été que quand des violents pourvus de la force nécessaire et d'une audace suffisante se sont présentés, ils n'ont rencontré ni résistance matérielle, ni réprobation. C'est un fait d'expérience commune que celui qui use de violence est toujours le plus facile à soumettre à la violence s'il trouve plus fort que lui. Qui est capable de commettre une mauvaise action ne s'étonne pas et ne s'indigne pas qu'un autre la commette, il cherche plutôt s'il n'est pas possible de s'associer au bénéfice.

Est-ce que l'on n'entend pas des « subversifs » dire qu'il n'y a pas lieu de blâmer les fascistes parce que contre les bourgeois ils feraient s'ils le pouvaient pis que les fascistes contre les prolétaires?

Si tels étaient les sentiments de la généralité, si bourgeois et prolétaires, si fascistes et subversifs étaient également privés de tout frein moral, ce serait à désespérer de l'humanité, ou plutôt il faudrait reporter toute espérance dans la bonne simple femme qui ne sait rien de la politique et souffre et pleure quand elle voit souffrir.

*

Nous ne sommes pas pacifistes parce que la paix est impossible si elle n'est voulue des deux partis.

Nous considérons que la violence est une nécessité et un devoir pour la défense, mais pour la seule défense. Naturellement il ne s'agit pas seulement de la défense contre l'attaque matérielle, directe, immédiate, mais contre toutes les institutions qui par la violence tiennent les hommes en esclavage.

Nous sommes contre le fascisme et nous voudrions qu'on les vainquît en opposant à ses violences de plus grandes violences. Et nous sommes avant tout contre le gouvernement qui est la violence permanente.

Mais notre violence doit être résistance d'hommes contre des brutes et non lutte féroce de bêtes contre des bêtes.

Toute la violence nécessaire pour vaincre, mais rien de plus ni de pis.

Errico MALATESTA.

MÉLANGE

Brigandage.

Quittant les grands chemins les villages et les villes de la province, Mussolini et ses brigands, de connivence avec le roi et les flibustiers de l'industrie et de la finance, sont entrés à Rome pour occuper les ministères. Avant cette opération ils se sont livrés, dans la ville éternelle et autres lieux, à leurs exploits coutumiers: pillages, incendies et assassinats, soit brigandage sur une vaste échelle, crimes que la société bourgeoise prétend condamner et dont la répression lui sert de prétexte à l'entretien d'une énorme force de police Mais maintenant mieux que jamais il est nécessaire d'attirer l'attention sur l'hypocrisie des mots et de redire qu'un crime n'est un crime que selon la personne et le but du criminel. Des ouvriers faisant grève pour contraindre employeurs et gouvernants à plus d'humanité et moins de malhonnêteté sont des criminels selon le vocabulaire bourgeois Mais que des individus commettent ou fassent commettre les choses les plus monstrueuses pour s'emparer d'un trône ou consolider la situation des gens nantis, et aussitôt change l'interprétation du dictionnaire. Les pires malfaiteurs se muent alors en citoyens énergiques, régénérateurs de la patrie.

Des forêts de la Calabre, Mussolini et ses satrapes s'étant installés à Rome avec la mission de commettre contre les travailleurs et les hommes de pensée libre, les crimes dont les politiciens de la bourgeoisie n'osaient prendre la responsabilité, ce chef de brigands qui, selon le code bourgeois ne relève que de la potence, n'en est pas moins considéré comme un grand homme.

L'attitude de la presse, dite libérale, suisse est à remarquer. Alors qu'on nous répète comme un refrain qui serait toute la chanson, que « force doit rester à la loi », ces feuilles sont pleines de louanges à l'adresse du bandit qui campe au Capitole. C'est que le vilain sire est là pour l'accomplissement des basses œuvres de tous ceux qui, en Italie et ailleurs, tirent profit de la bêtise humaine et de l'exploitation du travail.

Mussolini n'est premier ministre que pour faire œuvre de destruction. C'est pour cela qu'il est accueilli avec faveur par tous les rétrogrades, qu'ils soient monarchistes ou républicains comme ce rédacteur de la *Gazette de Lausanne*, qui s'étonne que dans certains milieux règne de la méfiance à l'égard de cet aventurier passant du mâquis au fauteuil de chef de gouvernement Pour M. Muret, les crimes déjà commis par Mussolini contre les travailleurs doivent lui valoir de la part du monde bourgeois un crédit de sympathique confiance. Merci pour l'aveu. Nous ne manquerons pas de le rappeler quand messieurs de Genève, Berne ou Lausanne entonneront l'hymne à la légalité.

Dans le passé, les plus audacieux brigands se sont proclamés rois et ont gardé leurs compagnons de rapines auprès d'eux en qualité de gendarmes Leurs méfaits plus nombreux et plus cruels sont alors devenus légaux. Par ruse ou contrainte, ils ont associé les peuples — comme exécutants non comme profitants — à leurs expéditions de pillages. Et les crimes perpétrés pendant des siècles ont abouti à créer des dynasties que les thuriféraires prétendent respectables.

Mais nous ne sommes plus au Moyen-Age et ce n'est pas faire des mots que dire que Mussolini est près de la Roche Tarpéienne et qu'il pourrait en être précipité plus tôt que ne le pensent ceux qui ont mis leurs sataniques espoirs en lui. Le peuple de Rome n'a pas lutte pendant plus de vingt siècles pour se laisser dominer par un brigand doublé d'un traître.

Républicains !

Quand Mussolini faisait figure d'honnête homme, il a été expulsé de Suisse en dépit du tant vanté droit d'asile. Maintenant qu'il est un authentique coquin au service d'un roi, le Conseil fédéral s'empresse de retirer l'expulsion en bafouillant quelques misérables explications. N'est pas vraiment curieux que l'arrêté d'expulsion soit périmé juste au moment où l'expulsé devient officiellement chef des bandes policières du royaume voisin? Il n'y a pas de coïncidence et la vérité est plus simple. Les expulsés par voie administrative le sont pour un temps indéterminé, autrement dit pour toujours. On l'a vu récemment encore pour Malatesta, expulsé depuis un temps beaucoup plus ancien. Resté l'homme dans toute l'acception du mot et étant une des plus pures figures italiennes d'aujourd'hui, il n'a jamais été question de rapporter ou confirmer la mesure prise contre lui. Animé de pensées généreuses, le sol helvétique lui est interdit pour toujours. Les journaux l'ont fait remarquer tout récemment à propos du congrès de Saint-Imier.

La récente attitude du Conseil fédéral, abrogeant l'arrêté d'expulsion et échangeant des souhaits avec un Mussolini, montre assez ce que vaut l'aune de la fameuse fierté helvétique. La dignité de nos dirigeants est en fonction directe de l'épaisseur des semelles des souliers de leurs interlocuteurs. Ils sont rogues ou moelleux suivant qu'ils risquent ou non de se faire botter le derrière. A. A.